

UNIVERSITE DU LUXEMBOURG

FLSHASE (Faculté des Lettres, Sciences Humaines, Arts et Sciences de l'Education)

Unité de recherche IPSE (Identités, Politiques, Sociétés, Espaces)

Laboratoire d'Histoire

Thèse de doctorat

Journées doctorales transfrontalières, 4 et 5 juillet 2013

« Perceptions et expériences de la violence »

Contribution :

**La politique allemande de terre brûlée appliquée au front est de la
France à l'automne 1944**

Histoire contemporaine

MOUGEL Nadège

Sous la direction du Prof. Benoît MAJERUS

INTRODUCTION :

En s'appuyant sur la définition de Carl von Clausewitz¹ : « *La guerre est un acte de force dont il n'y pas de limite logique* », on peut avancer que la guerre est faite de violences et potentiellement de violences « extrêmes ».

Comme point de départ à cet exposé, on peut comparer les échelles et modalités de violence afin d'établir ce qui paraît « extrême » dans notre sujet d'étude. On peut ensuite décider de chercher des manifestations précises de cette violence extrême.

Ainsi, notre exposé va s'attacher à comprendre la « violence de guerre », non pas la guerre comme violence mais les différentes modalités de violences. Il s'intéressera, par là-même, aux acteurs de violences extrêmes (bourreaux et victimes) et aux lieux où s'est exercée cette violence.

Dans le massif montagneux des Vosges, à l'Est de la France, le souvenir douloureux des violences commises par l'occupant allemand en retraite à l'automne 1944 est le principal chapitre de la mémoire collective locale.

Pourtant, pour peu que l'on parte à la recherche d'études historiques sur la politique allemande de terre brûlée appliquée au front est de la France dans les derniers mois de la Seconde Guerre mondiale, on sera vite confronté à un vide historiographique surprenant : tout au plus quelques publications locales, de la littérature mémorialiste mais aucun travail scientifique complet consacré à l'étude des diverses opérations de répression, déportations, réquisition de mains d'œuvre, transferts-évacuations de populations ou destructions, pratiqués à la fin de 1944 à l'est du territoire français.

Ces exactions, commises à la frontière du Reich dont les proches Alsace et Moselle annexées faisaient partie mais, surtout, alors que la quasi-totalité du territoire français était libéré, sont, en effet, presque totalement absentes du champ d'étude de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale.

Les opérations menées à la fin de 1944 à l'est du territoire français constituent donc un sujet d'étude novateur et notre travail devrait, pour la première fois, établir un lien entre les crimes de guerre commis à partir de septembre 1944 à l'est du territoire français pour en donner une explication s'appuyant sur des éléments de stratégie militaire.

A travers les enjeux, problématique et méthodes qui sous-tendent notre recherche, cette communication a pour ambition, dans ses deux premières parties, de décrypter les manifestations d'une violence territorialisée à travers ses planificateurs, auteurs et victimes. Il s'agira d'analyser les mécanismes de mise en place de ce plan de guerre, de déterminer ceux qui en portent la responsabilité et d'en décrire les effets sur les victimes concernées.

Puis, dans une troisième partie, nous nous demanderons si la perméabilité de certaines pratiques de violence entre les fronts est et ouest, nous autorise à assimiler les formes de violence déployées en Europe occidentale (et particulièrement dans le massif vosgien) à celles utilisées en Europe de l'Est.

I) Le maintien des positions de défense allemande au pied du massif vosgien :

Cette première partie constitue un exposé des faits de violence à la lueur de plusieurs fonds d'archives français et allemands : archives militaires allemandes de Freiburg-im-Breisgau (Bundesarchiv-Militärarchiv Freiburg), Bundesarchiv-Außenstelle Ludwigsburg (fonds de la *Zentrale Stelle der Landesjustizverwaltungen zur Aufklärung nationalsozialistischer*

¹ Carl Philipp Gottlieb von Clausewitz (1^{er} juin 1780 à Magdebourg - 16 novembre 1831 à Breslau) est un officier et théoricien militaire prussien. Il est l'auteur d'un traité majeur de stratégie militaire : *De la guerre*.

Verbrechen dont les documents de l'*United Nations War Crimes Commission*), archives du ministère français des Affaires Etrangères (bureau des archives de l'occupation française en Allemagne et en Autriche, anciennement à Colmar, Haut-Rhin) et archives des services départementaux de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG), Secrétariat d'Etat aux Anciens Combattants, Ministère français de la Défense.

1. La mise en place d'un plan stratégique.

Comme point de départ, en nous intéressant à la rafle des hommes de La Bresse (département des Vosges) pour Pforzheim (actuel Baden-Württemberg), nous avons pu découvrir que le 8 novembre 1944 précisément, rarement plus tôt, la population civile masculine de nombreuses villes et villages de l'est du territoire français avait été transférée en Allemagne pour servir de main d'œuvre forcée.

Nos travaux tendent, aujourd'hui, à démontrer que ces transferts de populations masculines ne sont qu'une des conséquences du plan stratégique, établis par l'Etat-major allemand à l'automne 1944, pour une partie importante du territoire français, située à la frontière du Reich.

Le but de cette politique, élaborée en haut lieu, menée à la fois par des *Kommandos* de *Sipo/SD* et par des unités de la *Wehrmacht*, était d'éloigner les populations civiles du théâtre des opérations militaires et de priver les alliés de tout appui local.

Dès septembre 1944, l'*Organisation Todt* s'était vue confier dans le secteur l'édification d'une ligne de retranchement.

Cette ligne constitua la première pièce du plan ayant pour objectif de bloquer les alliés, au pied du massif vosgien.

Les troupes d'occupation se livrèrent ensuite à une politique de terre brûlée en évacuant toutes les populations civiles (la majorité des hommes mobilisés aux constructions de défense furent transférés outre-Rhin et les femmes, vieillards et enfants chassés vers les lignes alliées ou vers des zones de sécurité, à de très rares cas, vers l'Allemagne). L'occupant procéda finalement à un pillage organisé et à une destruction quasi-totale et systématique du territoire concerné.

Nos recherches ont ainsi pour but de corroborer la thèse selon laquelle, dans chaque localité du secteur, les exactions commises à l'encontre des populations répondaient à un plan de défense, permettant de créer une « zone morte » en amont d'une ligne défensive, édifiée au pied du massif montagneux des Vosges, à la frontière du Reich.

Il semblerait que cette politique eût été élaborée pendant certaines réunions, tenues entre fin août et début septembre 1944.

La plus importante fut celle organisée à Gérardmer² (département des Vosges) le 6 septembre 1944. Le *Reichsführer-SS* Heinrich Himmler, en personne, y rassembla, à la villa « La Concorde », de hauts responsables SS comme le Général Carl Oberg³, plus important chef de la police et de la SS en France et des officiers de la *Wehrmacht* comme le Général Blaskowitz, chef du groupe d'armée G⁴.

A partir de là, une action de grande envergure, désignée sous le pseudonyme « *Waldfest* »⁵, fut déployée par les forces allemandes non seulement pour lutter contre les foyers de résistance en place mais aussi pour organiser la défense du territoire concerné.

² BArch B 162, UNWCC 1519/Fr/G/657 (ZSt Dossier 106 AR-Z 45 / 89 Bd IV).

³ Carl Oberg, en poste à Paris jusqu'à lors, son titre complet était « *Höherer SS und Polizeiführer* » abrégé HSSPF.

⁴ Groupe d'armées constitué des 1^{ère} et 19^{ème} armées allemandes. A partir du 21 septembre 1944, le Général der Panzertruppe Hermann Balck prend la tête du groupe d'armées G jusqu'au 24 décembre 1944.

⁵ Fête de la forêt.

Le *Befehlshaber der Sicherheitspolizei und SD* (BdS Alsace) Erich Isselhorst constitua d'abord des *Kommandos* de *Sipo/SD*, répartis sur différents points du massif montagneux.

Il procéda ainsi au placement, dans le secteur français encore occupé et depuis un QG établi à Schirmeck (département Haut-Rhin, région Alsace), d'unités spéciales dites *Einsatzkommandos*, chargées de faire la chasse aux résistants.

En parallèle, de nombreux éléments de *Sipo/SD*, chassés des villes de l'intérieur de la France par l'avance des troupes alliées, arrivèrent dans la région.

Ainsi, durant l'automne 1944, les *Kommandos* de *Sipo/SD*⁶, d'au moins six secteurs de France occupée (Angers, Le Mans, Rennes, Nancy ainsi qu'une partie de la *Sipo* de Lyon et de Paris), reçurent l'ordre de stationner dans les Vosges, versant lorrain.

Ces éléments en retraite furent regroupés sous les ordres de l'*Obersturmbannführer* Suhr, ex-KdS⁷ de Toulouse, qui, sur ordre du Général Carl Oberg, en prit le commandement avec le titre de *Befehlshaber der Sicherheitspolizei und SD* (BdS France)⁸. Suhr établit son siège à Fraize (département des Vosges).

Carl Oberg restait, toutefois, le chef suprême de ces *kommandos* en tant que *Höherer SS und Polizeiführer* en France et, bien que le territoire à administrer s'était restreint. Il logea du 15 septembre au 18 novembre 1944 dans la villa d'un industriel de Plainfaing (département des Vosges), entre Saint-Dié et Gérardmer.

Les lieux de stationnement de ces *kommandos* changèrent considérablement jusqu'au mois de novembre 1944 et ils reçurent même des noms nouveaux, sous les abréviations « ZbV », complétées par un numéro, afin d'être affectés à « des emplois spéciaux ».

Au cours de l'*Aktion Waldfest*, les crimes de guerre commis par ces différents *kommandos* prirent une ampleur jusqu'alors jamais atteinte dans cette région.... Courant septembre 1944, avec l'aide appuyée de la *Wehrmacht*, ces *kommandos* démantelèrent d'abord, de façon sanglante, les principaux maquis du secteur (maquis de Noiregoutte et de la Piquante Pierre autour de La Bresse ; de la ferme du Viombois près de Raon L'Etape), puis certains villages (La Bresse⁹, Pexonne¹⁰ (département de la Meurthe et Moselle)) ou des vallées entières comme celle du Rabodeau¹¹ (département des Vosges) furent touchés par des exécutions sommaires et de nombreuses déportations vers les camps de concentration.

La terreur s'appliquait toujours de la même manière. A peine arrivés sur place, les membres de ces *kommandos* confisquaient un bâtiment représentatif, un hôtel ou une villa et se déployaient tout de suite en groupes d'intervention. Quelques *kommandos* avaient même développé des pratiques caractéristiques. Les membres du kdos Wenger de Paris, actifs à Baccarat (département Meurthe et Moselle) et dans ses environs, plaçaient toujours les corps des prisonniers morts des suites de tortures ou exécutés, dans une maison ou une grange isolée avant d'y mettre le feu¹². Ceux du Kdo Ernst¹³ abandonnaient presque toujours les corps dans

⁶ *Sicherheitspolizei und Sicherheitsdienst* : police de sûreté allemande (dont la Gestapo) et services de renseignement formés par la SS.

⁷ *Kommandeur der Sicherheitspolizei*.

⁸ Helmut Knochen fut rappelé à Berlin par Himmler et remplacé par l'*Obersturmbannführer* Stossberg. Ce dernier, jugé trop peu énergique, ce fut finalement l'*Obersturmbannführer* Suhr, KdS de Toulouse, qui, sur ordre du Général Oberg, prit le commandement de ces Kdos avec le titre BdS France.

⁹ 51 exécutions sur le territoire de la commune de La Bresse, les 20 et 21 septembre 1944 suite au démantèlement du maquis de la Piquante Pierre.

¹⁰ Le 27 août 1944, arrestations par les membres du Kdo Wenger d'habitants de Domèvre, Pexonne (94 personnes), Neufmaisons et Venay, envoyés en camp de concentration ou fusillés sur place après avoir été torturés.

¹¹ Secteur vosgien autour de Senones et Moyenmoutier. 3 vagues successives d'arrestations et de déportations dirigées contre la résistance : 18 août (en fait du 2 au 24 août : 87 personnes), 24 septembre (434) et 5/6 octobre 1944 (392). Source: ZSt Nr. 106 AR-Z 45/89 Bd IV : Waldfest. UNWCC, case n° 2046, Date of receipt in Secretariat 3.12.1946.

¹² UNWCC UK/G/590, enquête menée dans le cadre de la disparation de parachutistes anglais de l'opération Loyton.

des coins cachés et reculés, en forêt. D'autres laissaient en évidence les cadavres des suppliciés avec interdiction faite à la population de les approcher pendant 24 heures.

2. L'édification de la *Schutzwall-West*.

En parallèle au démantèlement des groupes de résistance, fut organisée la défense du territoire.

Dans un rapport de l'*United Nations War Crimes Commission*¹⁴, conservé dans les fonds de la *Zentrale Stelle* à Ludwigsburg, on trouve une description des actions entreprises à l'automne 1944 afin de renforcer les positions allemandes dans la région est de la France:

«Après le débarquement des troupes alliées en Normandie et alors qu'elles portaient déjà leur attaque en direction de la région parisienne, le Gauleiter du pays de Bade et d'Alsace, Robert Wagner, décida sur les instructions d'Hitler et après accord avec le Dr Kaltenbrunner, chef de l'office central de sécurité du Reich (RSHA¹⁵) et, en concertation avec les services du Haut Commandement de l'armée allemande (OKW¹⁶), la construction d'une ligne de fortifications sur la crête des Vosges, en vue d'appuyer la résistance des troupes allemandes et de stabiliser le front au pied du massif. Cette ligne fortifiée, dénommée «Schutzwall-West»¹⁷, fut édifiée approximativement sur la frontière franco-allemande de 1871-1918. Elle s'étendait de Sarrebourg à Delle en passant par la Moselle, la Meurthe-et-Moselle, les Vosges, le Territoire de Belfort, la Haute-Saône et le Doubs.

En septembre 1944, 30 000 Hitlerjugend d'Alsace et de Bade furent affectés sur place pour effectuer les premiers travaux de fortifications et, par la suite, toute la population civile des localités où passait la « Schutzwall-West » fut obligée de participer à son édification ».

D'après les plans établis, le Général Schiel, à la tête de la 198ème Division d'Infanterie (secteur Gérardmer) et le Général Wagner en charge de la 269ème Division d'Infanterie (secteur La Bresse¹⁸) décidèrent, après le départ des *Hitlerjugend*, la poursuite des travaux de fortifications pour l'accomplissement desquels furent employés les civils français de la région.

Courant septembre, chaque commune du secteur traversé devait mettre à la disposition de la *Wehrmacht* et de l'*Organisation Todt*, tous les hommes non encore occupés par elles.

Sous peine de représailles et sous la surveillance de sentinelles armées, les civils furent astreints à l'exécution de travaux destinés à freiner l'avance alliée, risquant les tirs d'artillerie et les bombardements lorsque le front se rapprocha.

¹³ ZSt V 114 ARZ 155/77.

¹⁴ UNWCC (Commission des Nations Unies sur les crimes de guerre) Case n°2406, ZSt NR. 105 AR-Z 45/89 Bd IV. BArch B 162/41599, UNWCC 7068/Fr/G/2160. Dossiers concernant les opérations « Vosges automne 1944 » produits en 1945-1946 par la UNWCC. Les copies de ces documents sont conservées aux archives de Ludwigsburg, Bundesarchiv-Außenstelle (ex *Zentrale Stelle der Landesjustizverwaltungen zur Verfolgung der NS-Verbrechen Ludwigsburg ZSt*).

¹⁵ *Reichssicherheitshauptamt* : Office central de sécurité du Reich dont Kaltenbrunner prit la tête après l'assassinat de Heydrich à Prague en 1942.

¹⁶ *Oberkommando der Wehrmacht* : Haut Commandement de l'Armée allemande.

¹⁷ Textuellement mur de protection à l'ouest. Dans les archives, plusieurs noms servent à désigner cette ligne de fortifications: *Winterlinie*, *Vogesenlinie*, *Reservestellung*...

¹⁸ BArch B 162/41599, Bl. 591, UNWCC 3580/Fr/G/1537: étaient également responsables de l'ordre de réquisition, le Capitaine Krauss, les lieutenants Hengst, Vogler und Ploog, *Sonderführer* Ebner, *Unteroffizier* Seibel und Pieper, Capitaines Langer, Quartz, Klein, Stoffel, Seyfried et *Oberfeldwebel* Blaich.

II) La mise en place d'une politique de terre brûlée :

Cette deuxième partie s'appuie sur les mêmes sources que la première. Elle est son prolongement dans l'analyse de la mise en œuvre d'une violence territorialisée.

1. Le transfert des hommes pour le travail forcé.

L'attitude des troupes d'occupation se radicalisa profondément après le remplacement par Hitler de certains généraux de haut rang : le 21 septembre 1944, le Général Blaskowitz avait été remplacé à la tête du groupe d'armées G par le Général des *Panzertruppe* Hermann Balck¹⁹, nouvellement en charge du secteur.

Ce dernier, ordonna le 30 septembre 1944 pour «*éviter la création de bandes, le retrait de la population masculine française âgée de 15 à 55 ans sur une portion de 20 km de large derrière le front.* » Les hommes évacués devaient être affectés dans le Reich pour les besoins du travail²⁰.

Devant les protestations du *Panzerarmeeoberkommando* 5 et du *Wehrkreiskommando* V, il fut finalement ordonné de vider seulement une zone de cinq kilomètres de large derrière le front. Cet ordre fut appliqué le 8 octobre 1944 aux hommes des villages-frontières du secteur de Lunéville (département de la Meurthe et Moselle)²¹.

Pour autant, les hommes évacués ne furent pas envoyés au travail au-delà du Rhin mais restèrent en Alsace/Moselle annexée²² afin d'y réaliser des travaux de fortifications sous la surveillance de la *Wehrmacht* et de l'*Organisation Todt*.

Ils y restèrent jusqu'à la libération du secteur, fin novembre-début décembre 1944.

Presque un mois après le retrait des populations civiles masculines du secteur de Lunéville, une nouvelle évacuation fut encore ordonnée, le 2 novembre 1944. Elle concerna la population civile de la zone du front, autour de La Bresse (Vosges occidentales).

Cet ordre, notifié au haut commandement de la 19^{ème} armée (Friedrich Wiese), était nettement plus dur qu'au début du mois d'octobre.

Après le retrait de la population d'une zone située à plusieurs kilomètres du front (à l'ouest de la *Stellung*) "*cet espace devait être détruit en profondeur et rendu impropre, de sorte que les prochaines opérations offensives de l'ennemi soient sensiblement dérangées*". Tous les villages étaient à détruire, "*l'ensemble des troupeaux, tous les chevaux (...) La récolte y compris le foin et tous les vivres*» devaient être réquisitionnés. La «*population, apte à se battre, âgée de 15-60 ans*" était "*à transporter par groupes au delà du Rhin.*" Le reste de la population civile devait être rassemblé dans un quartier.

Et en dernier lieu, Balck ordonna que, «*ce quartier (...) puisse être pris sous les feux de l'artillerie*»²³.

¹⁹ Le 21 septembre 1944, le Général Balck passe du commandement de la 4^{ème} armée de Panzer en Pologne au commandement du groupe d'armée G dans la région Lorraine en France.

²⁰ BA-MA, RH 19 XII/47. Oberkommando Heeresgruppe G. Qu./Qu.2. Nr.102/44 geh. v. 30.9.1944.

²¹ Amenoncourt, Autrepierre, Coincourt, Laneuville aux bois, Parroy, Reclonville, Remoncourt, Vaucourt, Xures et Xousse : liste officielle établie en 1985 (arrêté du 29.11.1985, JO du 22.12.1985) par le Secrétariat français aux Anciens Combattants portant création du titre de personne transférée en pays ennemi (PTPE) permettant la reconnaissance des habitants des communes ayant été victimes d'une mesure d'évacuation forcée de leur localité du fait de l'ennemi principalement au cours du mois d'octobre 1944.

²² Notamment dans les villages de Drulingen ou Lohr.

²³ NOKW-187. Oberkommando Heeresgruppe G. Der Oberbefehlshaber. Ia Nr. 100/44 g.Kdos./Chefs. v. 2.11.1944 dans Nestler, *Die faschistische Okkupationspolitik in Frankreich (1940-1944)*, Berlin, VEB, 1990, p. 323.

L'Armeeoberkommando 19 obtint, finalement, que l'âge des hommes évacués soit fixé à 45 ans. Les hommes furent mis en marche, en direction des premières gares à destination du Reich et les villages évacués furent effectivement détruits²⁴. Cette opération fut réalisée avec l'appui de la Sipo/SD.

Selon cet ordre, 4746 Vosgiens²⁵ des zones encore occupées du massif (La Bresse - Gérardmer - Saint Dié - Raon L'Etape), susceptibles de devenir des noyaux insurrectionnels à l'approche des alliés, prirent le 8 novembre 1944, le chemin de l'Allemagne. La synchronisation des opérations dans les différentes localités avait pour but essentiel de ne pas avertir les habitants concernés.

Au total, entre septembre et novembre 1944, au moins 8 convois devaient acheminer les hommes rafles à l'est de la France pour les déverser dans les villes industrielles de Bade et de Wurtemberg.

Le premier de ces convois regroupait 1800 hommes de Belfort (Territoire de Belfort), rafles dès le 14 septembre 1944. Les 7 autres convois partirent de l'est du département des Vosges suite aux rafles du 8 novembre 1944.

Plus de 8000 hommes furent concernés. Ils ne finirent pas leur course dans les camps de concentration mais dans les villes industrielles de Mannheim pour les hommes de Saint-Dié (deux convois), Heidelberg pour ceux de Raon l'Etape (et des villages du secteur de Baccarat), Karlsruhe pour ceux de Gérardmer, Pforzheim pour ceux de La Bresse²⁶, Mosbach pour ceux de la vallée de la Meurthe (département des Vosges), Freiburg pour les hommes de la vallée de Celles sur plaine (département des Vosges) et Heilbronn ou Ludwigsburg pour ceux de Belfort.

2. L'évacuation des populations civiles restantes.

a. Vers l'Allemagne pour les civils du secteur lunévillois.

Après le transfert des hommes du secteur de Lunéville vers l'Alsace ou la Moselle annexée, le Général Balck ordonna l'expulsion de toute la population civile restante, avec instruction d'assurer son ravitaillement²⁷.

Selon ses instructions, il fallait faire comprendre conscience à la population «*que l'évacuation avait lieu pour sa propre sécurité*». Le Général commandant du XXXXVIIème Panzerkorps, le lieutenant-Général von Lüttwitz en charge de l'exécution de cet ordre, attendait "*que l'évacuation s'effectue en douceur*» et, «*autant que possible avec l'aide des troupes*»²⁸.

Ainsi, les femmes, vieillards et enfants des villages du secteur de Lunéville, rafles le 18 octobre 1944, furent transférés, dans des conditions déplorables et, après un passage par divers camps de transit, vers les villes allemandes de Hanovre (Basse-Saxe) ou de Borken (Hesse). Rapatriés par la Croix Rouge via la Suisse en décembre 1944 ou février 1945, le taux de mortalité, principalement chez les nourrissons et les vieillards emmenés de force, fut très élevé²⁹.

²⁴NOKW-185. [H.Gr. G] Ia. 4. 11. 1944. Gespräch Chef H.Gr./Chef AOK 19. BA-MA, RH 19 XII/47. Oberkommando Heeresgruppe G. O.Qu./Qu.2 Nr.470/44 geh. v. 22.11.1944. Betr. : Räumung des Gebietes Raon L'Etape - St Dié - La Bresse.

²⁵Gilbert Martin, *Tragédie et Renaissance, Gérardmer, Xonrupt, Regards Historiques*, février 1995. Chiffre généralement admis par le service départemental de l'ONAC des Vosges, en passe d'être précisé par nos recherches.

²⁶BArch B 162/41599, Bl. 591, UNWCC 3580/Fr/G/1537.

²⁷BA-MA, RH 19 XII/47. Oberkommando Heeresgruppe G. O.Qu./Qu.2. Nr.188/44 geh. v. 12.10.1944. Betr. : Evakuierung der männlichen französischen Bevölkerung aus der Kampfzone.

²⁸BA-MA, RH 24-47/249. Generalkommando XXXXVII. Pz.Korps. Abt. Ia/Qu. Nr. 01205/44 geh. v. 9.10.1944. Betr. : Evakuierung.

²⁹25 décès (dont 10 nourrissons) sur une population de 175 habitants, pour le village de Xures.

b. Vers des zones de sécurité ou vers les lignes alliées pour le secteur vosgien.

A partir du 9 novembre 1944 et, au lendemain de la rafle des hommes, les populations civiles des villes et villages du secteur vosgien autour de La Bresse furent évacuées vers des îlots de sécurité ou vers les lignes alliées.

La plus grande de ces actions simultanées se déroula à Saint-Dié, ville épiscopale, sous-préfecture des Vosges, qui comptaient plus de 20 000 habitants.

L'exemple de Saint-Dié est particulièrement significatif car la destruction de la ville a fait l'objet d'un chef d'accusation devant le tribunal militaire international siégeant à Nuremberg à l'encontre Jodl, chef d'Etat-major de la *Wehrmacht*. En voici une description d'après les archives de l'*United Nations War Crimes Commission* (UNWCC), conservées à Ludwigsburg :

« Le 8 Novembre 1944 au soir, le maire de St.Dié, Pierre Evrat, fut avisé par Paul Blumenkamp³⁰, Sturmbannführer, membre de la Sipo/SD de Lyon, que toute la partie de la ville située sur la rive gauche de la Meurthe devait être évacuée et ses habitants dirigés sur la rive droite. Ici, on peut croire que l'ordre d'évacuation et de destruction a été notifié non pas par la Wehrmacht mais par la Sipo/SD. De plus, au cours de son interrogatoire par le service de la Direction des Renseignements Généraux à Paris le 15 janvier 1946³¹, le Général Oberg, a reconnu qu'il avait lui même transmis les ordres d'évacuation de la ville de Saint-Dié avant l'incendie. En fait, cet ordre émanait bel et bien de l'Etat-major de la Wehrmacht par l'intermédiaire du Général Schiel (198^{ème} Division d'Infanterie) et fut transmis au SD qui en assurera seulement l'exécution.

Le 9 Novembre à 6 heure du matin l'évacuation commença; elle devait être terminée à 9 heures, néanmoins des délais furent accordés jusqu'à la nuit, les habitants ne pouvaient emporter que quelques objets rassemblés à la hâte. Les malades de l'hôpital durent être chargés dans des charrettes et des tombereaux hippomobiles. »

La partie évacuée concernait la vieille ville et les quartiers voisins, c'est-à-dire les 3/4 de la ville. Dans la neige et sous le feu de l'artillerie alliée, les populations concernées, au moins 13 000 habitants (femmes, enfants et personnes âgées) se dirigèrent vers les zones indiquées comme étant des zones de sécurité. Ils durent s'y « entasser » dans des conditions de grande promiscuité.

3. La destruction du territoire concerné.

Les troupes allemandes d'occupation, poussées par l'avancée alliée, prêtes à se retrancher derrière leur ligne de résistance après l'évacuation des civils, opérèrent une destruction organisée et quasi-systématique du secteur.

Le but avoué de la destruction, même des maisons et des fermes les plus isolées, était de priver les troupes alliées d'abris hivernaux.

A Saint-Dié, le récit de l'*United Nations War Crimes Commission* (UNWCC) précise : *« Dès le début de l'évacuation, les soldats allemands et les membres de la Gestapo commencèrent le pillage en règle de tous les immeubles. Les services de la NSKK³², dont le P.C. était installé à Plainfaing, effectuèrent le transport des objets pillés. Des convois importants de camions*

³⁰ *Sturmbannführer* du kommando Knab, SD de Lyon.

³¹ UNWCC 657/FR/G/283 Charge No 341.

³² NS - *Kraftfahr-Korp*, une organisation motorisée nazie.

furent dirigés vers l'Allemagne. Ce pillage dura jusqu'au 14 novembre, date à laquelle commença la destruction³³ systématique de la partie de la ville évacuée, par explosifs et matières incendiaires; elle dura trois jours. »

L'incendie dura en effet jusqu'au 16 novembre.

Les 22 et 23 novembre, la 7^{ème} armée américaine entra dans la ville, devenue le plus grand champ de ruines de l'est de la France : 4224 familles étaient sans abris, 1785 immeubles sinistrés, 2000 maisons détruites dont la plupart des édifices publics : la sous-préfecture, la mairie, les deux collèges, 7 écoles sur 10, les tribunaux, la cathédrale....

III) L'expérience du front est et la transposition des violences extrêmes à l'ouest :

Cette troisième partie s'appuie principalement sur les fonds du dépôt central des archives de la Justice militaire française conservées au Blanc, en cours de dépouillement.

Après l'identification des responsables de l'exécution de la politique de terre brûlée à l'est de la France, nous nous sommes penchée sur le parcours de ces hommes pour savoir s'ils avaient une expérience de la violence sur le front est de l'Europe.

La question principale est de savoir si la radicalisation des actions de l'automne 1944 est à attribuer à l'arrivée dans le secteur vosgien d'officiers transférés du front de l'Est ?

1) La Wehrmacht.

Concernant la Wehrmacht, quelques individus ont fait l'objet d'un jugement pour crimes de guerre dans le cadre des opérations menées à l'est du territoire français à l'automne 1944. Il s'agit de:

-*General des Panzertruppe*, Hermann Balck, *Oberbefehlshaber der Heeresgruppe G* qui a ordonné l'évacuation des populations civiles du secteur de Lunéville et de La Bresse. Ce dernier s'est forgé une solide expérience du front est, entre 1942 et 1944.

En mai 1942, Balck fut envoyé sur le front est et commanda la 11^{ème} division de *Panzer* en Ukraine. Puis, on lui confia le commandement de la division de grenadiers *Panzer Grossdeutschland*. Après une courte période en Italie, il prit la tête du 48^{ème} corps de *Panzer* à l'est en 1943 puis de la 4^{ème} armée de *Panzer* à partir d'août 1944. Durant cette période, ses corps de *Panzer* furent engagés sur plusieurs théâtres d'opération, notamment dans la défense de Stalingrad ou furent chargés de freiner les offensives soviétiques dans l'ouest de l'Ukraine en 1944.

-Généraux Friedrich Wiese (Général d'infanterie, commandant la 19^{ème} armée), Erich Petersen (commandant le 4^{ème} corps d'armée, *Kommandierende General des IV. Luftwaffenfeldkorps*) et Otto Schiel³⁴ (à la tête de la 198^{ème} Division d'Infanterie,

³³ La destruction de Saint-Dié a fait l'objet du dossier UNWCC Londres n° 341 et additif I.

³⁴ Général Schiel, Général de division appartenant à l'armée commandée par le Général Wiese, infanterie. QG à la villa « La Concorde », propriété de M. Chevalier, à droite du lac de Gérardmer. D'après les rapports de la UNWCC 1345/Fr/G/555 le Général Schiel, commandant la 198^{ème} division et le Commandant Grauer, son chef d'Etat-Major, furent accusés :

- de complicité de déportation pour avoir ordonné l'envoi en Allemagne de la plus grande partie des hommes de la ville de Gérardmer (crime de guerre n° 7 : déportation de civils, art. 341 et 342 du code pénal, puni par les travaux forcés à perpétuité),
- de complicité de séquestration pour avoir ordonné les instructions nécessaires pour l'emploi des hommes de Gérardmer à des travaux de guerre (crime de guerre n° 9 : travaux imposés à des civils en relation avec les opérations militaires de l'ennemi).

Kommandeur der 198. Infanteriedivision) ont, tous trois, fait l'objet d'accusations pour destructions et crimes de guerre commis à Gérardmer, Xonrupt, Le Tholy, Granges-sur-Vologne, Liezey et Barbey-Seroux (département des Vosges).

Le Général Wiese avait, préalablement, prouvé ses aptitudes sur le front est notamment lors de l'opération Barbarossa ou de la bataille de Smolensk. Quant au Général Petersen, il avait plus l'expérience des Balkans.

Après guerre, les Généraux Balck, Wiese, Petersen et Schiel, ont fait l'objet d'un procès devant le tribunal militaire français du Cherche Midi à Paris, le 19 janvier 1950, principalement dans le cadre des mesures de «terre brûlée»³⁵ appliquée au front est de la France. Balck s'est appuyé sur la «nécessité militaire inéluctable» qui «était ferme mais inévitable.» Il protégea ses subordonnés et co-accusés qui, selon lui, n'avaient pas eu les moyens de contourner les ordres car, en cas de non exécution de ces derniers, ils auraient pu faire l'objet d'une sanction devant un tribunal de guerre. Wiese³⁶ a été acquitté par ce tribunal militaire, Petersen et Schiel ont été reconnus coupables, mais ont bénéficié tous les deux d'un décret français. Balck, cependant, a été condamné à 20 ans de travaux forcés et une interdiction de séjour en France. La peine n'a cependant jamais été exécutée, car se trouvant en zone américaine, il n'a pas pu être extradé³⁷.

2) La Sipo/SD.

Concernant la *Sipo/SD*, voici la liste des individus ayant pu faire l'objet d'un jugement pour crimes de guerre dans le cadre des opérations menées à l'est du territoire français à l'automne 1944 :

-Carl Oberg, responsable de nombreuses exactions dans les Vosges lorsque son siège était à Plainfaing. Avant d'opérer en France, il occupa les fonctions de *SS und Polizeiführer* en Pologne centrale, à Radom d'août à novembre 1941 avec la mission d'y accélérer les mesures anti-juives et la liquidation de l'opposition polonaise.

-Erich Isselhorst, *Sturmbannführer*, BdS de Strasbourg : en février 1942, il avait été affecté à l'*Einsatzgruppe B* à Smolensk (front est), et de septembre à novembre 1942 commanda l'*Einsatzkommando 8* de l'*Einsatzgruppe B* à Mogilev (Biélorussie). Jusqu'en juin 1943, il dirigea l'*Einsatzkommando 1a* de l'*Einsatzgruppe A* à Krasnogvardeisk (front est). Puis jusqu'en octobre 1943, il fut KdS à Minsk (Biélorussie) où il supervisa la direction du *Sonderkommandos 1b* de l'*Einsatzgruppe A*.

-*Obersturmbannführer*, BdS France, Friedrich Suhr³⁸, ex-kommandeur de la *Sipo/SD* de Toulouse, dont le PC était à Fraize. Il a participé à des massacres de masse à l'Est. En

³⁵ Destructions et crimes de guerre à Gérardmer, Xonrupt, Le Tholy, Granges-sur-Vologne, Liezey et Barbey-Seroux (88)). La question de La Bresse n'a pas pu être discutée lors de ce procès car elle ne faisait pas partie de l'acte d'accusation et parce que les pièces en possession du tribunal de Metz concernant le Général Wagner (commandant la 269^{ème} division sous les ordres aussi de Petersen comme la 198^{ème} division de Schiel) n'étaient pas parvenues à Paris.

³⁶ Il fut jugé par contumace, se trouvant en zone américaine au moment de son procès. Les américains ont refusé son extradition.

³⁷ AN, BB18/7225. Dr. N°9 B.L. 53R. Cour de Colmar. Balck, Wiese, Petersen, Schiel – Crimes de guerre.

³⁸ Suhr Friedrich, né en 1907 à Lüneburg, avait été préalablement *Kommandeur* de la *Sipo/SD* de Toulouse. Il participa aux assassinats de populations juives sur le front est. Il était alcoolique. Il aurait avoué à un ancien ami de jeunesse qu'il s'était mis à boire parce qu'il avait participé aux exécutions des juifs de l'Est (à cette occasion, on distribuait deux litres de vodka par jour à chaque membre des Kdos). Depuis, il souffrait presque chaque nuit de cauchemars liés à ses souvenirs terrifiants. Cela aurait été la raison de son alcoolisme.

BArch B 162/4407, Bl. 2528 ff; BArch B 162/4409, Bl. 3233 ff., interrogatoire de Karlheinz Müller.

novembre 1942, Suhr est nommé *Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD*, BdS de Kiev (Ukraine). Il prit la tête de *Sonderkommandos* (SK) 4b au sein de l'*Einsatzgruppe C*, et ceci jusqu'au 5 août 1943 puis prit le commandement de l'*Einsatzkommando* (EK) 6 jusqu'en novembre 1943.

- *Sturmbannführer* Franz Hoth (chef de la *Sipo/SD* de Nancy). Il a fait partie des *Einsatzgruppen* qui, en Pologne, entre septembre 1939 et début 1940, liquidèrent 60 à 80 000 personnes.

-Hartmut Pullmer³⁹, *Obersturmbannführer*, KdS de Rennes, stationné à Blâmont (département de la Meurthe et Moselle) puis à Allarmont (département des Vosges). En 1939, il conduisit un *Einsatzkommando* lors de la campagne de Pologne et dirigea le centre de contrôle de la Gestapo de Zichenau⁴⁰ (Pologne, actuelle Ciechanow).

-Werner Knab, *Obersturmbannführer*, KdS de Lyon à St Dié. Il faisait partie de l'*Einsatzgruppe C*⁴¹ de 1941 à 1943. Il a ensuite dirigé l'*Abteilung IV* auprès du BdS de Kiev, responsable de la mort de milliers de juifs⁴².

-Helmut Tanzmann, *Obersturmbannführer*, KdS de Montpellier stationné à Giromagny (Territoire de Belfort). De 1941 à 1943, il était KdS à Lemberg (Ukraine, actuelle Lviv).

-*Untersturmführer* Erich Schöner, de la *Sipo* de Strasbourg. Ce dernier a été un membre actif de l'*Einsatzgruppe C* en Ukraine.

3) L'expérience partagée de l'Est.

Depuis une dizaine d'années, la recherche historique s'atèle à comparer la situation entre Europe occidentale et orientale, notamment afin de distinguer ce qui caractérise ou différencie ces deux régimes d'occupation.

Les travaux de Gaël Eismann⁴³ en France et de Peter Lieb⁴⁴ en Allemagne tendent à briser l'image selon laquelle la *Wehrmacht* aurait mené une guerre convenable à l'Ouest.

Selon Peter Lieb⁴⁵, la répression s'est amplifiée à mesure de l'arrivée en France d'officiers de police allemande impliqués dans les exécutions de masse sur le front est.

Toujours selon lui, les exactions commises en France par des unités de *Wehrmacht*, auraient été le fait d'unités appartenant toutes à des divisions blindées ayant auparavant combattu pendant une longue période sur le front de l'Europe de l'est.

³⁹Dossier UNWCC 1799/2071 et dans Peter Lieb, *Konventioneller Krieg oder NS-Weltanschauungskrieg? Kriegführung und Partisanenbekämpfung in Frankreich 1943/1944*, R. Oldenburg Verlag München, 2007, p65.

⁴⁰ Ibid., p. 65.

⁴¹ Ibid., p. 66.

⁴² AN, AJ40/573, dr.7. Ibid., p. 310.

⁴³La politique de « maintien de l'ordre et de la sécurité » menée par les services du *Militärbefehlshaber in Frankreich* pendant l'occupation (1940–1944), thèse soutenue sous la direction de Jean-Pierre Azéma à l'Institut d'études politiques de Paris en 2005. Publiée sous le titre *Hôtel Majestic. Ordre et sécurité en France occupée (1940-1944)*, Paris, Tallandier, 2010.

⁴⁴ Peter Lieb, *Konventioneller Krieg oder NS-Weltanschauungskrieg ? Kriegführung und Partisanenbekämpfung in Frankreich 1943/1944*, R. Oldenburg Verlag München, 2007. Parue en 2007, la thèse de Peter Lieb est la première recherche scientifique à s'intéresser objectivement aux combats de la Libération dans la perspective de la conduite militaire allemande.

⁴⁵ Peter Lieb, « Répression et massacres : l'occupant allemand face à la Résistance française, 1943-1944 » in Gaël Eismann et Stefan Martens (dir.), *Occupation et répression militaire allemandes, 1939-1945 : la politique de « maintien de l'ordre » en Europe occupée*, Paris, Autrement, 2007, p 185.

L'expérience de la violence à l'Est semble donc avoir joué un rôle considérable dans le comportement de ces hommes à l'Ouest.

Nos recherches s'inscrivent dans ce débat et conforte cette thèse.

Elles tendent à démontrer que la radicalisation des actions de l'automne 1944 dans les Vosges est bel et bien à attribuer à l'arrivée dans le secteur d'officiers transférés du front de l'Est⁴⁶ : ces exactions étant commises de concert par la *Wehrmacht* et la *Sipo/SD*, ayant en commun ces expériences et pratiques de la violence.

CONCLUSION :

On peut affirmer qu'à la fin de l'occupation allemande en France, les ordres en provenance du Haut Commandement de l'Armée se rapprochèrent de ceux donnés sur le front est. Il était question de créer des zones mortes que l'on viderait de leur population et où l'on détruirait les villages pour ôter tout moyen de subsistance aux forces alliées.

L'exemple vosgien est resté le seul cas où la *Wehrmacht*, avec la collaboration de la *Sipo/SD*, a mis en œuvre à l'Ouest le principe de la «terre brûlée», dans sa forme la plus extrême et en recrutant, de cette façon, la main d'œuvre, pour le Reich⁴⁷.

Au final, nos recherches font donc partie intégrante des récents travaux historiques qui tendent à remettre en cause la pertinence d'une différenciation récusant toute comparaison de situation entre front est et front occidental, en s'attachant seulement au nombre de victimes et en négligeant les intentions, modalités et acteurs de ce système de violence.

Le transfert d'expériences et l'emploi en France à l'automne 1944 de méthodes violentes utilisées dans les territoires soviétiques occupés par les Allemands est un chapitre peu étudié de l'historiographie ; pourtant en conférant un visage précis aux exécutants de la politique de terre brûlée, en esquisant le parcours des responsables, notre étude devrait permettre d'apporter une meilleure compréhension des violences appliquées au front est de la France à la fin de 1944.

⁴⁶ A l'exemple du *SS-Obersturmbannführer* Werner Knab, membre de la Gestapo depuis 1935, qui participa à l'*Einsatzgruppe C* de 1941 à 1943 sur le front de l'Est puis fut nommé *Leiter* de la Gestapo (Abteilung IV) à Kiev. Transféré en France en juin 1943, il est nommé KdS (*Kommandeur des Sicherheitspolizei und des SD*) de Lyon, 10^{ème} *Einsatz Kommando* sous-divisé en deux branches sous les ordres respectifs de Klaus Barbie et August Moritz.

⁴⁷ Dans Peter Lieb, *Konventioneller Krieg oder NS-Weltanschauungskrieg ? Kriegführung und Partisanenbekämpfung in Frankreich 1943/1944*, R. Oldenburg Verlag München, 2007, p 496-497.